

"Il n'y a pas d'exploitation propre du gaz de schiste"



L'exploitation de l'huile de schiste nécessite des forages horizontaux de plusieurs km de long et fait débat. Archives - Isabel Da Silva

En route vers Château-Thierry où Europe Ecologie donne actuellement une conférence de presse, Marion Gerlaud, attachée politique Europe Ecologie au Conseil régional de Picardie, et François Veillerette, vice-président du Conseil régional de Picardie (Europe Ecologie Les Verts) ont répondu à nos questions.

Etat des lieux : le 11 mars dernier, le Premier ministre François Fillon a prolongé et élargi le moratoire sur le gaz et les huiles de schiste. La recherche et les travaux sont désormais suspendus jusqu'à mi-juin, date à laquelle sont attendues les conclusions définitives de deux rapports commandés en parallèle par le gouvernement.

Point sur la situation locale : un forage de prospection est prévu à Rozoy-Belleville avec l'implantation d'un forage de 53 mètres de haut en extérieur et de plus de 2 500 mètres en profondeur. Ce village est situé à 40km de Château-Thierry. Le permis de recherche dit « de Château-Thierry », couvre 779 kilomètres carrés de Meaux à Montmirail en passant par le Sud de l'Aisne.

L'union : Pourquoi tenir une conférence de presse alors que la situation est provisoirement gelée ?

Marion Gerlaud : "Le 10 mai, deux propositions de loi, l'une portée par Christian Jacob (UMP) et l'autre par Jean-Marc Ayrault (PS) seront discutées à l'Assemblée nationale pour demander l'interdiction de l'exploration et de l'exploitation des mines de gaz et/ou d'huile de schiste. Ces textes semblent tout à fait satisfaisants mais nous devons être extrêmement vigilants. Les textes vont être discutés en commission, amendés. Nous veillons à ce qu'il ne s'agisse pas d'effets d'annonce pour éteindre le feu."

Qu'est-ce qui éveille votre méfiance ?

"Il y a clairement deux discours au sein du gouvernement. Eric Besson, le ministre de l'Industrie s'est plusieurs fois exprimé en faveur de la recherche. Un pré-rapport du conseil général de l'industrie est favorable à la recherche et aux tests d'exploitation... La position du gouvernement n'est pas si claire. La bataille est loin d'être gagnée."

La mobilisation a été très rapide et efficace. Les collectifs comme Carmen à Château-Thierry semblent très organisés...

"C'est grâce à cette mobilisation très forte des élus locaux et de la population que nous avons pu obtenir un moratoire du gouvernement. La force de cette mobilisation vient du travail complémentaire entre les élus d'Europe Ecologie et les associatifs locaux qui ont une connaissance très fine du terrain. Le Conseil régional de Picardie a voté à l'unanimité le 4 février dernier une délibération pour interdire l'exploitation des gaz et des pétroles de schiste sur son territoire. C'est une victoire parce qu'au-delà du combat sur l'environnement, beaucoup de gens nous ont rejoints. Une importante prise de conscience s'est produite dans la population."

Certains évoquent une fracturation hydraulique pour extraire le gaz de schiste sans injection de produits chimiques ?

"On essaye de nous faire croire qu'en France on va faire une extraction "plus propre". Mais il faut être très clair sur ce point il n'y a pas d'exploitation propre du gaz de schiste. La fracturation hydraulique nécessite des millions de m³ alors que les ressources en eau sont déjà en problème. Sans parler des risques de pollution de la nappe phréatique et des terres agricoles."

Le gaz de schiste peut-il être l'or noir du XXI^e siècle?

"Je pense que la question ne se pose pas en ces termes. Nous ne voulons plus d'énergie à tout prix, si le risque est plus important que les bénéfices que l'on peut en tirer... Il faut savoir quel monde nous voulons pour demain."

Propos recueillis par Carole Lardot